<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/le-zoom-de-france-inter/le-zoom-de-france-inter-du-lundi-18-novembre-2024-9435710>

(à écouter en ligne ; l’émission est moins détaillée que le texte ci-desssous)

**C'était il y a un an : la mort de Thomas, adolescent de 16 ans, tué d'un coup de couteau, lors d'un bal à Crépol (Drôme). Marches blanches, manifestations d'extrême droite, discours sur les plateaux télévisés, le territoire est depuis devenu le théâtre de récupérations et d'affrontements politiques.**

Devant la salle des fêtes de Crépol, village de la Drôme, il n'y a plus de fleurs, ni de photo de Thomas, cet adolescent tué d'un coup de couteau lors d'un bal, dans la nuit du 18 au 19 novembre 2024. Mais, un an après, il est toujours dans les conversations. "Le village est traumatisé", confie Laurine, infirmière, assise devant l'église. Elle passe de maison en maison, notamment auprès des personnes âgées et elle constate bien l’essor du vote Rassemblement national. "Avant c'était plutôt honteux de voter RN, maintenant les gens en parlent ouvertement, c'est l'histoire de Thomas qui a fait que les gens se rapprochent des extrêmes", analyse-t-elle. Quatorze personnes sont mises en examen dans cette affaire, dont huit actuellement en détention provisoire. Les suspects sont originaires du quartier populaire de la Monnnaie, à Romans-sur-Isère, à vingt minutes en voiture de Crépol.

**Le score du RN a doublé en deux ans dans le village de Crépol**

Le vote RN était déjà présent dans la Drôme des collines, et la vague bleu marine est nationale, mais entre les législatives de 2022 et celles de juillet dernier, le score du parti a doublé à Crépol. Pour la première fois la circonscription a élu un député RN, Thibaut Monnier. Dans les rues, personne ne dit ouvertement pour qui il vote. Mais les habitants évoquent rapidement l'insécurité ou l'immigration. "La plupart des faits divers sont commis par des personnes de confession islamique, la plupart du temps", lance Didier qui trouve le vote RN "logique".

Publicité

Dans un village voisin, cinq militants d’ultradroite distribuent des centaines de tracts, appelant à une mobilisation le 30 novembre. "C'est écrit 'justice pour Thomas et toutes les victimes de l'immigration'", nous lit Guillaume, 25 ans, militant du collectif "Justice pour les nôtres". Il a fait deux heures et demi de route pour venir tracter. Le collectif a été créé fin septembre, par des militants issus de divers associations identitaires, partout en France, notamment Tenesoun et Argos.

**"Un fait politique"**

"Nous on considère que ce n'est pas un fait-divers, mais un fait politique", explique Raphaël Ayma, porte-parole du collectif. "C'est un phénomène de société, la politique d'immigration massive, qui suscite des conflits sociaux, de la tension sociale." Le tract pointe "les migrants", "la racaille". L’an dernier déjà, des militants d’ultradroite ont défilé, dans la violence, dans le quartier de la Monnaie, à Romans-sur-Isère, d’où sont originaires les suspects du meurtre de Thomas. "Ca n'a rien à voir", coupe Raphaël Ayma, "ça fait quatre ans que je milite dans des structures patriotes, ça a toujours été pacifiste, légale, il y a la volonté de faire de l'agitation de propagande, mais pas de la violence." Mais deux avocats ont déposé plainte contre le collectif pour "provocation publique à la discrimination ou à la haine raciale" et pour "injure publique discriminatoire", et de nombreux habitants croisés à Crépol ou ailleurs dénoncent le rassemblement et la "récupération politique".

A Romans-sur-Isère, les appels à faire interdire la marche du 30 novembre se multiplient : des messages sur les réseaux sociaux et des lettres au préfets, signés par des partis ou associations de gauche. "Notre priorité c'est de faire annuler la manifestation", insiste Julie Maurel, membre du "Collectif pour Romans", mouvement de citoyens, notamment écologistes et insoumis, qui a mené une liste pour les municipales de 2020. "Notre priorité c'est que Romans redevienne une ville moyenne de France où les gens cohabitent, ensemble, de manière sereine", poursuit la militante.

**"On ne veut pas être un marchepied pour l'extrême droite"**

Julie Maurel redoute l'installation d'une forme de "commémoration" d'extrême droite, chaque année à Romans-sur-Isère. Pour riposter, les militants sont en train de monter un rassemblement parallèle, à la date du 30 novembre. "Le message c'est 'résistance face au racisme', Romans ne veut plus être instrumentalisée, on ne veut pas être un marchepied pour l'extrême droite", insiste-t-elle.

Depuis un an, les initiatives se multiplient dans la commune, pour répondre à la montée de l'extrême droite. Des enseignants ont par exemple créé le collectif "mobiliser l'intelligence collective". Ils organisent des rencontres avec des sociologues, ou des historiens pour déconstruire la rhétorique de l’extrême droite. Ce soir-là, le collectif accueille l'historien Gérard Noiriel, spécialiste de l'immigration. "Il nous semble inadmissible que ça soit le discours qui attise la haine qui soit porté alors qu’on sait que les sciences sociales ont des explications sur le contexte de ces événements", lance au public Régis Roussillon, professeur et élu au syndicat SNES-FSU.

**Une forme de résistance s'organise à gauche**

"Ce qu’on veut montrer c’est que, dans nos classes, on n’a pas des élèves des campagnes ou des élèves du quartier, les habitants d’ici et les habitants de là bas, il est essentiel de déconstruire ce discours qui est là pour séparer les gens", nous explique l'enseignant. "C'est clairement une forme de résistance", sourit Marie-France, à ses côtés. Une gauche en résistance, dans une circonscription où l’extrême droite a gagné les urnes.